



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-DRL-005

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

relative au régime des études et contrôle des connaissances de la

Licence Droit , Économie, Gestion
Mention Droit
Parcours type Droit
1^{ère} année
Antenne de MONTAUBAN
Pour l'année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 13 février 2018

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la licence Droit, Economie, gestion mention Droit parcours type droit 1^{ère} année Antenne de Montauban sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 La licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type Droit, est une formation universitaire généraliste permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1 -L'inscription annuelle à la 1^{ère} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type droit, est ouverte de plein droit en formation initiale aux étudiants titulaires du baccalauréat français ou d'un titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat. Sont admis de plein droit les étudiants inscrits en première année de CPGE dont l'établissement a signé une convention avec l'université Toulouse 1 Capitole.

A la fin du semestre 1 l'étudiant peut choisir :

- Soit de poursuivre les études au deuxième semestre de la première année de licence Droit,
- Soit de se réorienter vers une autre formation. Dans ce cas, le dossier sera examiné par une commission d'orientation.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Les étudiants qui n'ont pas un accès de plein droit à cette formation peuvent être autorisés par la Présidente de l'Université sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

3.2 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le nombre de réinscriptions est illimité.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la troisième année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - La première année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type Droit est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend sept unités d'enseignement, le second semestre, sept unités d'enseignement, totalisant chacun 30 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)

7.1 - L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

ARTICLE 8. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

8.1 – Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. L'assiduité, la participation et la recherche bibliographique sont, entre autres critères d'appréciation des capacités, prises en compte dans la notation.

8.2 – L'assiduité est obligatoire et contrôlée par l'enseignant chargé de TD. Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro en contrôle continu.

8.3 – La présence en travaux dirigés de chacune des deux langues vivantes (LV1 : anglais ; LV2 : grec, latin, allemand, espagnol, italien ou chinois) est obligatoire selon les mêmes modalités que les travaux dirigés classiques.

8.4 – Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

8.5 – Les modalités de changement de groupe de TD ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le Département des Activités Sportives,
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1,
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail,
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille.

8.6 – Le changement de paire de groupe de TD est laissé à l'appréciation des chargés de TD.

8.7 – L'ensemble des modalités de changement sont organisées selon les délais fixés par la scolarité en charge de la formation.

8.8 - Les dispenses de TD et de régime spécial y compris pour les langues ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le Département des Activités Sportives,
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1,
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail,
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille.

ARTICLE 9. Langues vivantes :

9.1 – L'enseignement obligatoire de langues vivantes se déroule sous la forme de séances d'une heure et demie. Les absences répétées aux TD de langues sont sanctionnées dans l'évaluation finale (Charte du Département des Langues et Civilisations).

9.2 – L'étudiant doit obligatoirement suivre l'anglais en première langue vivante (LV1). Il doit en outre pour la seconde langue vivante (LV2) choisir une des six langues suivantes retenues en 1^{ère} ou 2^{nde} langue au baccalauréat : Grec, Latin, Allemand, Espagnol, Italien ou Chinois.

ARTICLE 10. Module vie professionnelle et stage

10.1 – Stage

S'il le souhaite, l'étudiant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

10.2 - Module vie professionnelle

La mise en œuvre du module vie professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement. Ce module permet également de valoriser l'engagement étudiant. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle.

Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi à l'issue du semestre 6, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 6 des points de bonification.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 11. Organisation des examens

11.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la première session

12.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- par un contrôle continu pour les travaux dirigés et les langues vivantes.
- par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les autres matières.

12.2 - Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves devant être réalisées notamment sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Chacune des matières de travaux dirigés est notée sur 20.

Les deux langues vivantes (l'anglais et la LV2) sont notées chacune sur 20.
Ces notes sont valables pour les deux sessions.

12.3 - Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte :

SEMESTRE 1 :

Une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum sur chacune des trois matières de cours en : Introduction au droit public, Introduction au droit privé, Introduction historique à l'étude du droit, notée chacune sur 20.

Une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum, ou orale, au choix de l'enseignant, en Institutions internationales, notée sur 20.

Une épreuve écrite d'une heure ou orale selon le choix de l'enseignant, sur la matière choisie en option en : Initiation à la gestion, Informatique ou Sociologie et psychologie sociale, notée sur 20.

SEMESTRE 2 :

Une épreuve écrite anonyme de trois heures minimum sur chacune des trois matières de cours en : Droit constitutionnel, Droit civil, Histoire des institutions, notée chacune sur 20.

Une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum, ou orale, au choix de l'enseignant, en Institutions européennes, notée sur 20.

Une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum, ou orale, au choix de l'enseignant, en Economie, notée sur 20.

Toute absence justifiée ou injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note de zéro.

Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les dix (10) jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

12.4 - Il y a deux sessions d'examen par an.

12.5 - Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors de ces deux sessions.

ARTICLE 13. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

13.1 - Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres conformément à l'arrêté de session 2 votée en CFVU du 26 septembre 2017(cf. annexe).

ARTICLE 14. Bonifications

14.1 - Les activités physiques et sportives facultatives donnent lieu à l'obtention d'une bonification dans la limite de 3,33% du total des points de chacun des 2 semestres. Ces points sont attribués sous la responsabilité des professeurs d'éducation physique et sportive de l'Université.

14.2 - Pour chacun des semestres, les étudiants qui ont suivi des travaux supplémentaires libres (concours de dictée, Journées de métiers, conférences, Journées d'études, etc.), peuvent bénéficier de bonifications.

14.3 - Au semestre 1, les étudiants peuvent bénéficier d'une bonification de 3 points en méthodologie documentaire informatisée.

14.4 - Au semestre 2, les étudiants peuvent bénéficier d'une bonification au titre des concours (cf., liste).

14.5 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

14.6 - Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 15. Condition de validation des unités et des semestres

15.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation :

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (note d'examen + note de contrôle continu si la matière a été choisie en travaux dirigés). Un candidat ne peut pas représenter une unité d'enseignement acquise afin d'améliorer ses résultats.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 300/600 pour le semestre 1 et de 300/600 pour le semestre 2 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre emporte l'acquisition des 30 crédits européens correspondants (ECTS).

15.2 - Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

15.3 - Dans les unités non validées les matières sont validées et capitalisées isolément dès lors que l'étudiant y obtient la moyenne.

15.4 - Dans les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD.

15.5 - Les semestres sont validés isolément ou par compensation :

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

La compensation est organisée entre les deux semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

15.6 - Tout candidat déclaré défaillant ne peut bénéficier du dispositif de compensation pour l'obtention du semestre ou de l'année.

ARTICLE 16. Conditions d'attribution d'une mention

16.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16.

Fait à Toulouse, le 20 mars 2018

Corinne MASCALA



La présidente de la commission de la
Formation et de la Vie Universitaire

PJ : annexes

LICENCE DROIT 1^{ère} année - MONTAUBAN
REGIME DES ETUDES ET CONTROLE DES CONNAISSANCES 2018-2019

Semestre 1	Enseignement	Statut (1)	Crédits	CM (heures)	TD (3) (heures)	Modalités d'évaluation (2)	Points CM	Points TD	Total points Enseignement
UE 1	Introduction au droit privé	obligatoire	6	33	13,5	écrit	60	60	120
UE 2	Introduction au droit public	obligatoire	6	33	13,5	écrit	60	60	120
UE 3	Introduction historique à l'étude du droit	obligatoire	6	33	13,5	écrit	60	60	120
UE 4	Institutions internationales	obligatoire	5	30		écrit ou oral	100		100
UE 5	OPTION :	option	3	30		écrit ou oral		60	60
	Initiation à la gestion								
	OU Informatique (15hCM et 7h30TD)								
	OU Sociologie & psychologie sociale								
UE 6	Anglais (LV 1)	obligatoire	2		12	contrôle continu		40	40
UE 7 néant	LV2 : grec, latin, espagnol, allemand, italien, chinois	obligatoire	2		12	contrôle continu		40	40
	Vie professionnelle	obligatoire							
Bonification	Recherche documentaire (10hTD)	obligatoire							
Bonification	Travaux supplémentaires libres (4)	libre							
Bonification	Sport, Orchestre UT1	libre							
Total			30	159	64,5		280	320	600

(1) obligatoire/optionnelle/libre

(2) écrit/oral/projet/autre

(3) contrôle continu

(4) Ex. concours de dictée, journées de métiers, conférences, Journées d'études, etc. et Concours de la Plaidoirie (cf. liste).

LICENCE DROIT 1^{ère} année - MONTAUBAN
REGIME DES ETUDES ET CONTROLE DES CONNAISSANCES 2018-2019

Semestre 2	Enseignement	Statut (1)	Crédits	CM (heures)	TD (3) (heures)	Modalités d'évaluation (2)	Points CM	Points TD	Total points Enseignement
UE 1	Droit civil	obligatoire	6	33	13,5	écrit	60	60	120
UE 2	Droit constitutionnel	obligatoire	6	33	13,5	écrit	60	60	120
UE 3	Histoire des institutions	obligatoire	6	33	13,5	écrit	60	60	120
UE 4	Institutions européennes	obligatoire	4	20		écrit ou oral	80		80
UE 5	Economie	obligatoire	4	30		écrit ou oral	80		80
UE 6	Anglais (LV 1)	obligatoire	2		12	contrôle continu		40	40
UE 7	LV2 : grec, latin, espagnol, allemand, italien, chinois	obligatoire	2		12	contrôle continu		40	40
Bonification	Travaux supplémentaires libres (4)	libre							
Bonification	Sport – Orchestre UT1 Concours : Cf liste	libre							
Total			30	149	64,5		340	260	600

(1) obligatoire/optionnelle/libre

(2) écrit/oral/projet/autre

(3) contrôle continu

(4) Ex., concours de dictée, journées de métiers, conférences, Journées d'études, etc. et Concours de la Plaidoirie (cf. liste).



ANNEXE AUX ARRETES DE MODALITES DE CONTROLE DE CONNAISSANCE DE LICENCE Module Vie Professionnelle

La mise en œuvre du module Vie Professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement.

L'objectif est de faciliter l'insertion professionnelle des étudiants.

Le programme se répartit sur les trois niveaux de Licence.

Pour prétendre aux points de bonification au semestre 6 (Licence 3), l'étudiant doit choisir de valider ce module selon 3 modalités :

1^{ère} modalité « stage »:

- Avoir suivi l'ensemble des amphi-infos organisés en licence ;
- **ET** avoir fait un stage de deux semaines consécutives au minimum (10 jours ouvrés) entre la L1 et la L3. Ce stage doit avoir donné lieu à une convention de stage
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mes expériences » est obligatoire)
- **Dossier à rendre** : une restitution sous la forme d'une fiche analytique « Mon stage » sur la plateforme PEC **ET** la convention de stage (à défaut, une attestation)

OU

2^{ème} modalité « Projet »:

- Avoir suivi l'ensemble des amphi-infos organisés en licence ;
- **ET** avoir participé à 6h d'ateliers ou mini-conférences organisés par le SUIO-IP (l'atelier « CV/Lettre » et « construire mon projet » sont obligatoires)
- **ET** avoir participé à 3h de conférences organisées soit par le SUIO-IP soit par les Facultés de Droit ou d'Administration et de Communication.
- **Dossier à rendre** : un CV **ET** une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon projet » sur la plateforme PEC.

OU

3^{ème} modalité « Engagement social et citoyen »:

- Avoir suivi l'ensemble des amphi-infos organisés en licence ;
- **ET** s'être engagé auprès d'une association labellisée UT1 ou à caractère strictement social et citoyen (le SUIO-IP valide le respect de ce critère)
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mon engagement associatif » au second semestre est obligatoire)
- **Dossier à rendre** : une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon engagement » sur la plateforme PEC.

Pour valider ce module, les étudiants doivent obligatoirement s'inscrire en ligne en début d'année universitaire.

Ils ont donc jusqu'à la fin de la Licence 3 pour réaliser l'ensemble de l'une ou l'autre des modalités.

La liste des ateliers/ Mini-conférence/Forums/... proposés est disponible dans la rubrique Orientation/Insertion sur l'intranet de l'université.

UNIVERSITE TOULOUSE 1 CAPITOLE

2 rue du Doyen-Gabriel-Marty - 31042 Toulouse cedex 9 - France - Tél. : 05 61 63 35 00 - Fax : 05 61 63 37 98 - www.ut-capitole.fr



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media